

*Dépenses gouvernementales*

économie importante, une façon de redresser un climat social. On refuse cela. On a fait un pas très timide vis-à-vis d'une catégorie de personnes, les personnes âgées, mais c'est aussi injuste pour d'autres.

Nous parlerons d'assurance-chômage encore cette semaine, et nous tenterons, par la loi qui est présentée, de récupérer 250 millions de dollars dans la poche du petit salarié. Ce n'est pas de nature à encourager le public à croire à une bonne administration. Ce climat social qui ne peut pas s'améliorer par des mesures semblables nous oblige, bien sûr, à profiter de cette journée d'aujourd'hui pour blâmer le gouvernement et lui demander de réfléchir sérieusement afin de remédier à cette situation. J'en arrive à croire que le gouvernement a complètement «perdu les pédales» comme on dit chez nous. Il multiplie ses erreurs ce qui fait que le public en général est non seulement déçu, mais profondément inquiet.

Récemment, au mois de mai dernier, je ne peux peut-être pas dire que le gouvernement a menti délibérément à certaines catégories de gens, je pense aux producteurs de lait, par exemple, à qui on avait fait des promesses et qui se sont vu, par une disposition du ministre de l'Agriculture (M. Whelan) ou de la Commission canadienne du lait, retirer des revenus assurés. Leurs revenus ne répondaient pas à leur coût de production, et cela depuis un an. Des mesures semblables ne les incitent pas à féliciter le gouvernement. Et cela continue.

Je crois qu'il faut se rendre compte de cette faillite économique que le gouvernement connaît actuellement. Au ministère de l'Expansion économique régionale il y a eu des efforts inouïs qui se sont faits. Jusqu'où s'est-on assuré de disposer des fonds pour maintenir les industries qui étaient déjà en place, et pour moderniser et améliorer celles qui pouvaient rester sur le marché tout en imaginant la possibilité d'en créer de nouvelles?

Je pense qu'on a travaillé fort pour la création de nouvelles industries, oubliant un peu trop celles déjà existantes. C'est beau de créer de l'emploi, mais encore faut-il d'abord partir du principe de maintenir les emplois que nous avons. Donc plus on a de législations insuffisantes, plus on a un climat social aujourd'hui qui a dégradé, une population qui s'inquiète. Bien sûr qu'on nous accusera de faire de la politique par des journées d'opposition semblables, mais je pense que nous nous devons de demander au gouvernement de nous présenter des mesures qui pourraient corriger des problèmes actuellement.

On pourrait penser aussi à l'économie qu'on pourrait peut-être faire. Le solliciteur général parle de plus en plus d'améliorer les prisons, et la politique des libérations conditionnelles, et de ce qu'il en coûte au gouvernement pour le faire. Je pense qu'on a le droit de demander qu'on s'occupe des assistés sociaux et des handicapés, avant de faire de nos prisons comme des salons. Je pense que ce serait un bon placement aussi. Ce sont là autant de choses qui font que la population perd confiance dans le gouvernement.

Et on a vu récemment que la population perd confiance dans le gouvernement. La population canadienne veut aujourd'hui du pain et du beurre sur la table. Depuis 10 ans, on s'est peut-être contenté, la majorité des Canadiens a peut-être été patiente grâce à une belle image que le premier ministre (M. Trudeau) pouvait fournir à la télévision, à cause de quelques gestes intéressants qui pouvaient aussi plaire, mais je pense que le gouvernement a terminé sa lune de miel. Le gouvernement doit apporter du beurre et du pain sur la table des Canadiens, et je pense que ceux-ci vont l'exiger. Et c'est un avertissement, je pense, qui est valable pour le gouvernement aujourd'hui.

[M. La Salle.]

Personnellement, je profite de cette occasion pour lui demander de présenter des mesures qui correspondent aux besoins d'une société.

**M. Bécharde:** On appelle cela de la démagogie!

**M. La Salle:** On appelle cela de la démagogie, madame le président! On voudrait qu'on félicite le gouvernement quand on sait parfaitement bien que la population souffre actuellement. On appelle cela de la démagogie.

**M. Stanfield:** Hochelaga!

**M. La Salle:** Je n'aurais pas voulu en parler, mais on y trouve la preuve que la population demande au gouvernement des mesures qui correspondent à leurs besoins, et cette élection d'Hochelaga peut être un exemple de première qualité, où une population a refusé d'élire un ministre, pour donner au gouvernement l'avertissement de revenir sur terre et de présenter des mesures qui corrigeront la situation actuelle.

**M. Bécharde:** Il s'agit d'une seule circonscription! Le député s'enfle la tête avec rien!

**M. La Salle:** J'espère que les discours d'aujourd'hui—et il y en a eu de fort intelligents des deux côtés de la Chambre—amèneront le gouvernement à comprendre qu'une population qui ne peut plus attendre tellement longtemps peut répudier le gouvernement si les choses ne changent pas.

[Traduction]

**L'Orateur suppléant (Mme Morin):** A l'ordre. Comme il est 10 heures, je dois informer la Chambre, en conformité de l'article 58(11) du Règlement, que les délibérations sur la motion sont terminées.

## MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la chambre est proposé d'office, en conformité de l'article 40 du règlement.

### LES CÉRÉALES—LA PROPOSITION DE REPORT DES VERSEMENTS PROVISOIRES AUX FINS D'IMPÔT

**M. Bert Hargrave (Medicine Hat):** Monsieur l'Orateur, mon intervention au débat sur la motion d'ajournement porte ce soir sur la question que j'ai posée au ministre chargé de la Commission canadienne du blé le 17 octobre et qui est consignée aux pages 8302 et 8303 du *hansard*. Il s'agissait des paiements de rajustement annoncés par la Commission le 9 octobre dernier.

Plus tôt, la Commission avait lancé un appel pressant pour que des livraisons hâtives et volumineuses de grain, surtout de blé dans l'Ouest, lui soient faites afin de l'aider à remplir certaines commandes d'exportation. Il s'agissait d'une demande compréhensible, étant donné que nos stocks de grains entreposés en vue de l'exportation étaient presque épuisés. Les agriculteurs de l'Ouest ont répondu sans hésiter à l'appel de la Commission du blé leur demandant d'accélérer les livraisons, à tel point qu'il y a maintenant dans les élévateurs régionaux trois fois plus de grains qu'il n'y en avait l'année dernière.

Selon moi, il est manifeste que cette excellente réaction des agriculteurs de l'Ouest tient en grande partie à l'idée